



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Nous exigeons un renforcement de l'agriculture paysanne!

Notre objectif pour le dépôt de cette initiative populaire est de lancer un débat public aussi large que possible au sujet de notre alimentation, de l'agriculture et des implications politiques. Nous voulons lancer ce débat pour éviter que notre Constitution ne dégénère en avortement.

Il s'agit donc de notre État (manière d'être et entité politique) à toutes et à tous, ni plus ni moins! Il s'agit de nourriture, d'humains, d'équité sociale, de salaires et de prix équitables. Nous avons besoin de solutions applicables à toute la planète. Dans le fond, ce besoin est incontesté depuis longtemps – au vu des crises alimentaires et des nombreuses personnes chassées de leurs terres. C'est ce qui nous pousse à parler de la préservation de l'agriculture paysanne et nous faisons des propositions concrètes pour aller dans ce sens, contrairement à la politique agricole actuelle qui suit le dogme «croître ou céder» et poursuit la stratégie désastreuse de la croissance.

Le marché dit «libre» est obsolète. Nous ne croyons pas à la politique de libre-échange néolibérale du Conseiller fédéral Schneider-Amman. Nous sommes d'avis que le commerce – et notamment le commerce avec les aliments – a besoin de règles et d'instruments de réglementation. Nous présentons donc des stratégies qui prennent les entreprises familiales paysannes et les nouvelles formes de coopération au sérieux et leur accordent un rôle majeur.

Nous le savons et c'est prouvé depuis longtemps: L'agriculture paysanne est flexible et elle a la capacité d'utiliser des ressources vivantes tels les animaux et les plantes de façon durable avec l'aide du soleil et du sol. C'est tout le contraire de l'agriculture industrielle, qui nécessite plus



de ressources qu'elle n'en produit, entre autres, parce que les impacts à long terme ne sont jamais pris en considération. La majorité de la population suisse souhaite une agriculture paysanne et elle est prête à la soutenir.

Résoudre des problèmes complexes requiert des réflexions concertées, c'est le seul moyen d'approcher les solutions. Nous ne pouvons, par exemple, pas tout miser sur l'écologie et ignorer les données économiques. Nous ne pouvons pas lutter contre le chômage avec la croissance économique en jetant par-dessus bord tous nos principes éthiques et sociaux. Nous ne pouvons pas encourager la production de surplus et critiquer l'effondrement des prix. Par conséquent, des instruments –

par exemple la gestion des quantités et la transparence du marché – sont nécessaires pour mettre à jour les causes et y chercher des solutions.

Nous exigeons la souveraineté alimentaire – un concept du mouvement mondial de La Via Campesina –, parce que ce concept a été élaboré de concert par des paysannes et des paysans du Nord et du Sud. Si nous regardons au-delà de notre assiette, nous pouvons trouver des solutions solidaires. Si nous préservons l'agriculture paysanne, qui a un lien avec le sol et qui est adaptée aux spécificités locales, si nous la préservons chez nous et dans le monde entier, nous allons surmonter toutes les crises.

Ulrike Minkner, vice-présidente d'Uniterre

Photos du journal: Demir Sönmez



Initiative

Souveraineté alimentaire

Pages 1-7



Huile de palme

Libre-échange

Page 8

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le débat s'ouvre pour engager une transition de la politique agricole

Depuis quelques années notre pays est engagé dans un débat sur la transition énergétique. Avec le dépôt de 4 initiatives en une année concernant l'agriculture, le pays engage une nouvelle et profonde réflexion concernant l'avenir du monde rural. C'est surprenant pour un pays qui tous les 4 ans ouvre un débat et prend de nouvelles décisions sur le plan national. Cet engouement révèle l'escamotage d'enjeux essentiels qui n'échappent plus à une partie grandissante de la population.



En février 2013, le peuple suisse acceptait une modification de la loi sur l'aménagement du territoire pour une utilisation parcimonieuse du sol. Son application se heurte à de vives résistances.

Le bétonnage de bonnes terres agricoles se poursuit. Les pelleteuses mécaniques avancent plus rapidement que l'application de la loi.

Ces 30 dernières années, les emplois agricoles ont diminué de moitié. Nous devons inverser la courbe pour rétablir un équilibre entre la surface cultivée et le nombre de personnes actives. C'est la première condition à remplir pour produire des aliments de qualité dans la proximité, améliorer la fertilité naturelle des sols, préserver la qualité de l'eau, veiller à la biodiversité.

Le modèle dominant qui vise à remplacer sans limites la paysannerie par le recours à des intrants chimiques et à une mécanisation de plus en plus lourde, au nom de la compétitivité, est destructeur.

Ce modèle se révèle totalement incapable de préserver durablement une paysannerie équitablement rémunérée.

L'utilisation progressive des pesticides et des engrais du commerce ont permis d'augmenter de façon spectaculaire la production. Ces produits ont aussi permis de soulager la paysannerie de tâches ingrates, comme le désherbage manuel.

Au cours de ces dernières décennies, nous avons négligé la prise en considération des effets néfastes de l'accu-

mulation de ces toxiques pour la santé humaine, la qualité de l'eau, de l'air et la fertilité des sols. Cette absence de vigilance nous contraint d'agir dans les plus brefs délais. Les décisions tardent à venir, malgré l'urgence.

Les signataires de l'initiative sur la souveraineté alimentaire expriment une inquiétude légitime. Le débat qui s'ouvre impose de mesurer sans détour la gravité de la situation. L'évolution récente de notre politique agricole dénote une prise de conscience.

Les décisions prises demeurent nettement insuffisantes. Comme pour l'énergie, la production et la consommation alimentaire sont à un tournant. À défaut d'un message gouvernemental crédible, des citoyens et des citoyennes s'engagent.

C'est un avertissement, une chance à saisir.

Fernand Cuche



Bild: Werner Fessler



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Pour une agriculture permettant un revenu convenable et un développement social profitable à toutes et à tous!

Le dépôt de l'initiative populaire « Pour la souveraineté alimentaire, l'agriculture nous concerne toutes et tous » engage un débat sur les actrices et acteurs qui produisent notre nourriture ! L'initiative demande une rémunération et des conditions de vie dignes autant pour les employé-e-s agricoles que pour les agricultrices et les agriculteurs. D'autre part, elle revendique plus de personnes actives dans la production alimentaire.

L'initiative lance un débat nécessaire, voire urgent qui reflète à la base aussi un choix de société:

Actuellement l'industrialisation de l'agriculture chasse des millions de petits producteurs de leurs terres. Un grand nombre d'entre eux n'a d'autre choix que de se mettre à disposition en tant que main-d'œuvre bon marché aux patrons des grandes entités agricoles, souvent animés par l'accaparement de terres et la course au profit. La misère des migrant-e-s, véritables « esclaves modernes » travaillant notamment dans la production industrielle de fruits et légumes, est documentée à travers l'Europe.

Notre initiative populaire revendique, par contre, un modèle de société avec une agriculture de proximité, rémunératrice, respectueuse de l'environnement, permettant un revenu convenable et un développement social profitable à toutes et à tous!

Elle a une portée qui dépasse largement la Suisse: les migrations forcées de millions de personnes, privées de leurs moyens de subsistance et de développement, nous interpellent. Engager des migrantes et migrants au seul but de bénéficier d'une main-d'œuvre mal rémunérée et privée de droits élémentaires est contraire à tous les principes d'une société démocratique. Pourtant, c'est ce qui se fait également en Suisse. La législation helvétique pour les employé-e-s agricoles est lacunaire. Il n'existe ni une convention collective, ni un contrat type national et l'agriculture n'est pas soumise à la loi sur le travail. D'où de nombreux abus et de cas d'exploitations de migrant-e-s.

Notre soutien à l'initiative va bien dans le sens d'établir des conditions de



travail dignes de l'enjeu de l'agriculture qui est de nourrir les populations en respectant les droits élémentaires de celles et ceux qui produisent notre alimentation.

Philippe Sauvin

l'autre syndicat, membre Via Campesina

Plateforme pour une agriculture socialement durable

«Quand la souveraineté alimentaire avance sur un coin du globe, c'est l'ensemble de notre mouvement qui avance»



(Harare, le 21 mars 2016) Il y a quasiment 10 ans, plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, de migrants, d'éleveurs nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes, de jeunes,

de consommateurs, de mouvements écologistes et urbains, se sont réunis dans le village de Nyéléni à Sélingué, au Mali.

Ils ont produit alors, la déclaration de Nyéléni qui reposait clairement les principes de la souveraineté alimentaire et mettait en avant l'importance pour tous de travailler pour que la «souveraineté alimentaire soit considérée comme un droit humain fondamental, reconnu et respecté par les communautés, les peuples, les Etats et les organes internationaux».

Les années qui ont suivi le forum de Nyéléni, ont vu fleurir des initiatives en faveur de la reconnaissance de la souveraineté alimentaire à différents niveaux. Mais il est très difficile de parvenir à ce que les textes officiels ne dévoient pas la souveraineté alimentaire de son sens exact.

Pour cette raison, La Via Campesina salue avec enthousiasme l'initiative portée par deux de ses membres, Uniterre et l'Autre syndicat, qui avec le soutien d'une large alliance pour la souveraineté alimentaire sont parvenus à récolter suffisamment de signatures des citoyens suisses pour qu'une votation puisse être proposée à l'ensemble de la population suisse dans les trois ans. Cette votation a pour objectif d'introduire un article sur la souveraineté alimentaire dans la Constitution suisse.

Il s'agit d'un événement extrêmement important car si suffisamment de Suisses votent en faveur de cet amendement, la Suisse serait le premier pays de l'hémisphère Nord à devoir modifier sa constitution et donc à terme sa politique agricole pour aller dans le sens d'une agriculture paysanne de proximité, un commerce international plus équitable et une agriculture à l'écoute de la

population et respectueuse des autres régions. L'enjeu est de taille car il s'agit de parvenir à inscrire cette fois la souveraineté alimentaire en prenant en compte toutes ses dimensions.

C'est une longue campagne de sensibilisation qui s'annonce pour Uniterre, l'Autre syndicat et l'ensemble de l'alliance pour la souveraineté alimentaire. En tant que mouvement international, La Via Campesina suivra de près les avancées de cette initiative et lui apportera tout son soutien. Quand la souveraineté alimentaire avance sur un coin du globe, c'est l'ensemble de notre mouvement qui avance.

La Via Campesina

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

«Fermer la porte aux OGM pour ouvrir la porte à l'agroécologie»

Cinq des questions globales les plus débattues aujourd'hui sont le déclin de la biodiversité en général et de l'agrobiodiversité en particulier, les changements climatiques, la faim et la malnutrition, la pauvreté et l'eau. Les semences occupent une position centrale dans toutes ces questions, car elles constituent la base des systèmes alimentaires. La possibilité d'avoir un libre accès aux ressources génétiques est donc la condition sine qua non pour nous permettre de résoudre les cinq défis énoncés plus haut puisque nous devons produire dans des conditions environnementales changeantes et difficiles.



Or, nous marchons à reculons depuis le début des années 80, lorsque de grands groupes industriels actifs dans le domaine de la chimie ont commencé d'investir massivement sur le marché des semences pour former les géants de l'agrochimie actuels. Durant la dernière décennie, six multinationales contrôlaient 75% du marché des semences et des pesticides après avoir acheté en moins de 20 ans, plus de 200 autres concurrents. L'an passé, Dow et DuPont ont fusionné et voici qu'en février 2016 nous apprenons que ChemChina, entreprise d'État chinoise, rachète Syngenta pour la coquette somme de 43 milliards de dollars. C'est une véritable main basse sur les semences qui est opérée et, au travers d'elle, une main basse sur les systèmes alimentaires et la souveraineté alimentaire des peuples. Comme le dit Henry Kissinger « Contrôlez le pétrole et vous contrôlerez les nations, contrôlez la nourriture et vous contrôlez le peuple ».

Les États devraient réagir, mais semblent plus soucieux d'offrir des cadres

économiques favorables à ces entreprises qui ne créent pourtant aucune richesse, mais génèrent des externalités qui doivent être assumées par la société tout entière et qui l'appauvrissent. La Commission fédérale d'éthique pour la biotechnologie dans le domaine non humain a d'ailleurs bien saisi ces enjeux et écrit dans son dernier rapport qui traite des nouvelles techniques de modification génétiques « l'État a le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger durablement les fondements d'une production alimentaire variée » et recommande « d'envisager d'éventuelles mesures visant à limiter la propriété intellectuelle sur les semences si ces derniers venaient à compromettre la biodiversité agricole ».

Notre initiative Pour la souveraineté alimentaire, l'agriculture nous concerne toutes et tous » prend donc les devants et demande que soit introduit dans la Constitution le droit à l'utilisation, à la multiplication, à l'échange et à la commercialisation des semences par les

paysans. L'article 4 propose en outre de proscrire de l'agriculture suisse l'utilisation des plantes et des animaux génétiquement modifiés. Ces deux propositions ont rencontré un écho très favorable au sein de la population. Ceci est le signe qu'une grande majorité de la population reste opposée aux OGM et au brevetage du vivant.

Dans une logique commerciale évidente, les transnationales agrochimiques ont façonné le marché des semences de manière à augmenter les ventes de leurs produits chimiques mortifères. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, après plus de 30 ans de recherche, le 99% des organismes génétiquement modifiés (OGM) commercialisés est des plantes pesticides qui tolèrent de plus en plus d'herbicides et qui produisent de plus en plus de toxines insecticides.

Les OGM ont été mis sur le marché pour aider les agriculteurs à s'insérer dans un modèle de production ultra intensif. Aujourd'hui, comme il y a 20 ans, on nous promet des OGM miracles pour justifier l'adoption de la technologie. Les OGM résistants aux ravageurs engendreront des super-ravageurs. Les OGM humanitaires (bananes et riz enrichis en vitamine A) promeuvent un faux type de système de production (la monoculture) qui intensifie les déficiences qui tuent les gens. Les agrosystèmes industriels ne demeurent productifs qu'à un coût énergétique, environnemental et social important. L'utilisation du génie génétique ne fait que renforcer ce modèle sur la base d'une vision réductrice, simpliste et obsolète de l'agriculture. Il ne fait que répondre aux symptômes plutôt qu'aux causes des déséquilibres de nos agrosystèmes. C'est pour cela qu'après plus de 30 ans de recherche et des milliards engloutis, le génie génétique n'a apporté aucune solution aux besoins réels de l'agriculture. Uniquement des produits mal adaptés qui accentuent la dépendance des agriculteurs envers une technique brevetée et dévoreuse en capitaux. Aucune autre technologie aussi peu efficace n'aura jamais été autant subventionnée.

Un changement de paradigme agricole est urgemment nécessaire et demandé par les producteurs, les consommateurs, mais aussi par les experts du monde

entier. La bonne nouvelle est que les solutions existent et que nous n'avons pas besoin d'OGM pour produire, mais d'agroécologie et de paysans. Partout où elle est implémentée dans le monde, l'agroécologie est couronnée de succès. Elle permet d'obtenir de très bons rendements sans utiliser de pesticides ou d'engrais chimiques, de stabiliser les rendements et de diversifier les revenus pour les familles paysannes. Finalement, elle permet de ne plus opposer production et écologie. L'écologie est intégrée dans les systèmes de production.

L'agroécologie a aussi besoin d'innovation et de recherche, mais celle-ci est avant tout une innovation basée sur la connaissance des agrosystèmes, des espèces, des processus naturels et non une innovation technique centralisée dans les labos et brevetée. Elle génère des connaissances localement adaptées et en libre accès. Cette recherche a urgemment besoin de capitaux. Renoncer aux OGM c'est s'ouvrir d'autres portes. La Suisse ne peut pas jouer sur tous les tableaux à la fois. Elle devrait être pionnière dans la mise en place de pratiques agricoles innovantes et écologiques. Notre initiative vise donc à poser un nouveau cadre pour l'agriculture de demain qui permettra de mieux orienter les politiques agricoles et les axes de recherches aux besoins des agriculteurs et des consommateurs.

Luigi D'Andrea, secrétaire exécutif de l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique

la ligne nature

Metrabol
BOLUS naturel après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Parabol
en cas de cellules
somatiques

LGC SA
ONLINE SHOP 1627 Vulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Souveraineté alimentaire, ça signifie aussi agriculture contractuelle de proximité

Résumer l'agriculture contractuelle de proximité, ça donne: **Nous pour nous.**

Nous, consommatrices et consommateurs, productrices et producteurs, nous nous occupons de notre nourriture en commun, en tenant compte de nos besoins réciproques et de nos possibilités, en planifiant et en utilisant nos ressources que sont notre savoir-faire, notre main-d'œuvre, nos sols et notre énergie et de partager les risques. Ainsi, nous créons des circuits souverains à l'échelle locale qui assurent notre approvisionnement en nourriture et donc une base vitale.



Comment est-ce que ça fonctionne?

L'agriculture contractuelle s'est établie sous deux formes. Dans la première, les productrices et les producteurs, les consommatrices et les consommateurs se réunissent dans une association et définissent, quelles plantes ils veulent cultiver ensemble, pour quelle quantité et quel prix. Les risques sont partagés. Un exemple pour cette forme-là est l'association Soliterre à Berne. Une autre forme est l'union de personnes dans une société coopérative ; ils louent un champ et cultivent leurs légumes ensemble, comme Ortoloco à Zurich ou Radiesli à Berne. Dans les deux modèles, les légumes sont livrés deux fois par semaine dans un dépôt où les partenaires peuvent aller les chercher.

Les personnes qui s'engagent pour l'agriculture contractuelle veulent manger des produits régionaux et avoir une garantie pour la qualité des produits, ils désirent encourager la diversité et agir de façon écologique et durable. Ceux et celles qui ne peuvent pas participer directement à la culture choisissent le premier modèle. Le deuxième modèle est intéressant pour les personnes qui souhaitent produire leur propre nourriture, sans avoir tous les moyens à disposition pour le faire. Ils s'unissent avec d'autres pour réaliser en commun ce qu'ils n'arrivent pas à faire tout seuls.

Des avantages pour la nature, les paysans et paysannes, les

consommateurs et consommatrices

Les avantages de ces modèles sont multiples. Les productrices et les producteurs ont une assurance quant au salaire pour leur travail. Les consommatrices et les consommateurs peuvent participer au choix des légumes à cultiver et la qualité des aliments leur est garantie. Les risques sont partagés. Des liens se créent et se consolident, la compréhension mutuelle s'améliore. La dépendance est remplacée par l'entraide. La souveraineté est encouragée et renforcée de part et d'autre. Et nous pouvons réapprovisionner notre base vitale qu'est la nourriture. En plus, cette approche est plus durable, car le centre d'attention se déplace de la présentation et du prix vers le processus de production et donc le sol, les travailleurs et travailleuses, l'impact sur l'environnement, la semence, l'emballage, le stockage, le transport, etc. Il n'y a plus de gaspillage. Quand la taille, la forme ou d'autres critères esthétiques ou logistiques n'entrent plus en ligne de compte, tout est récolté, distribué et consommé. Le rendement par mètre carré augmente et le bénéfice est partagé.

Indépendance du système monétaire global et du pétrole

Nous vivons dans un système économique mondial où la production et le commerce s'étendent et se dispersent à l'échelle globale. Le médiateur, c'est

l'argent. Dans certains domaines, ce système est pertinent et utile, mais nous ne pouvons pas manger l'argent. Ainsi, l'agriculture, cette base vitale, n'est pas bien servie par la dépendance à l'argent, aux multinationales. L'agriculture industrielle dépend du pétrole par l'utilisation de machines, de fertilisants, de pesticides, de transports. De surcroît, elle surexploite et détruit les sols. L'agriculture contractuelle avec ses circuits courts, régionaux et durables nous rapproche de notre base vitale et nous rend moins dépendants de l'argent et des aléas du système volatil de l'économie mondiale.

Appliquée à notre nourriture et sur une base communautaire, la souveraineté alimentaire est très pertinente.

Sieglinde Lorz, est conseillère d'entreprise à Berne et active dans l'association d'agriculture contractuelle de proximité «Radiesli» à Worb.



50ct/litre de lait pour le paysan: **SCANDALE!**
EXIGEONS:

1.-/litre de lait
pour les
paysans



commerce équitable
pour les
consommateurs

HALTE AU DUMPING!

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

«Le débat qui va s'ouvrir sur cette initiative posera toutes les bonnes questions. Et nous ferons tout pour que nos Églises y participent activement»



Au sein de toutes les Eglises, notre association défend le sens et la dignité du travail.

Le travail des agriculteurs est d'une importance particulière, puisque c'est lui qui nous donne le pain pour lequel les chrétiens demandent : «Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour».

Dans l'agriculture, les conditions de production doivent permettre de répondre aux besoins, produire des offres de qualité, s'insérer dans un tissu environnemental sain, participer à la vie de la société, être rémunéré convenablement et dédommagé pour tous les coûts de sa production.

L'enseignement éthique des Eglises défend la dignité des travailleurs, mais il s'en faut de beaucoup que leurs voix le disent assez fort dans nos sociétés : notre association vaudoise, proche de l'Eglise réformée mais autonome, a donc décidé de venir ici avec le syndicat UNITERRE pour le dire à nos Eglises et à notre pays.

L'initiative d'UNITERRE énumère bien les diverses conditions – personnelles, structurelles, matérielles, commerciales, sociales - nécessaires pour le respect de la dignité des paysannes et paysans de

notre pays. Le débat qui va s'ouvrir sur cette initiative posera toutes les bonnes questions, et nous ferons tout pour que nos Églises y participent activement.

La vie paysanne a des qualités et des besoins spécifiques, que les lois commerciales mondialisées tendent à détruire. Une parole à contre-courant, une défense de ces qualités et de ces besoins, doit urgemment leur être opposée.

Organiser des marchés, dans notre pays, où tous nos paysannes et paysans pourront livrer leurs produits à des conditions décentes sera difficile. Nous avons à convaincre une majorité de la population que la dignité des producteurs est plus importante que la logique marchande actuelle.

Comme chrétiens engagés avec le monde du travail, nous porterons avec vous notre part de cet effort de conviction. Courage à vous, paysannes et paysans défenseurs de notre souveraineté alimentaire!

*Pierre Farron et Jean-Pierre Thévenaz
Eglise et Monde du Travail*

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Non à la dictature des multinationales – Oui à la souveraineté alimentaire!

Lors du tournant néolibéral des années 80, la vague de la libéralisation a également touché l'agriculture; au bénéfice des multinationales agro-alimentaire et avec des conséquences destructives pour l'homme et la nature. De nombreux pays du Sud ont été poussés à supprimer leurs protections douanières et à ouvrir leurs marchés, afin que les multinationales, souvent subventionnées, des États-Unis ou d'Europe puissent trouver de nouvelles débouchées commerciales.



Les conséquences désastreuses de cette politique affectaient aussi l'agriculture des pays du Nord et continuent à l'affecter. L'injuste libre-échange accélère le changement structurel et agrandit les inégalités. De plus, l'intensification de l'agriculture augmente, l'utilisation d'OGM se pare d'un vernis de respectabilité et les conditions de travail subissent une pression croissante. Rares sont ceux qui en profitent.

le service public, la sécurité des données, la santé publique et, justement, l'agriculture.

Il est donc très important que nous nous battions maintenant contre ce libre-échange débridé et antisocial. C'est ce que nous faisons avec l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Elle vise à promouvoir des circuits agricoles locaux, à établir des conditions de travail équitables, à interdire les OGM dans l'agriculture et à garantir le droit à la souveraineté de tous les peuples dans le domaine de l'alimentation.

De nouvelles adversités nous guettent: après l'échec du cycle de Doha en raison des protestations massives, les multinationales cherchent de nouvelles façons pour déréguler l'agriculture à l'échelle mondiale. Actuellement, l'Union européenne et les États-Unis négocient en secret le nouveau traité de libre-échange transatlantique TTIP.

Cette initiative est une nécessité pour une agriculture suisse plus écologique, un butoir contre la menace de la dictature des multinationales et un pas vers la solidarité internationale.

Fabian Molina, président des Jeunes socialistes suisses -JSS

Ce traité équivaut au déroulement d'un tapis rouge aux multinationales. L'introduction de tribunaux arbitraux accorderait plus de pouvoir aux entreprises face aux États, ce qui réduirait considérablement la souveraineté des démocraties. Grâce à ce mécanisme, les multinationales pourraient renverser chaque loi qui réduirait leur profit. Economiesuisse, l'organisation faïtière des entreprises suisses, demande l'adhésion rapide de la Suisse au TTIP, mais même sans adhésion, ce traité serait lourd de conséquences pour la Suisse. Il mettrait sous pression les conditions de travail,



Bild: Werner Fessler



LIBRE ECHANGE

Accord avec la Malaisie: NON à plus d'importation d'huile de palme

Dans le cadre du sixième cycle de négociations qui débutera ce lundi 14 mars avec la Malaisie, une large coalition d'organisations suisses demande au Conseil fédéral d'exclure l'huile de palme de cet accord. Car cette production est très souvent synonyme de destruction de la forêt tropicale et de sa biodiversité et de violations des droits humains. Une réduction de la protection à la frontière par le biais d'un accord commercial ne ferait qu'accentuer ces problèmes et aurait également des conséquences négatives pour la production d'oléagineux en Suisse ainsi que pour la santé des consommateurs.



Dégâts environnementaux et violations des droits humains

Le développement massif de plantations d'huile de palme en Malaisie entraîne le défrichage de la forêt tropicale, particulièrement sur l'île de Bornéo, qui ne sera qu'accentué par une demande croissante provenant d'une facilitation de l'importation d'huile de palme en Suisse. Selon le programme des Nations Unies pour l'Environnement, la plantation de palmiers à huile est la principale cause de déforestation en Malaisie. Les violations des droits humains sur la population

locale chassée de ses terres complètent ce triste tableau. Au Sarawak, l'un des deux États de Malaisie orientale situés sur l'île de Bornéo, plus de 80 cas de violations du droit à la terre ont été documentés et des communautés villageoises ont porté plainte contre des entreprises d'huile de palme. A cela s'ajoute encore des violations répétées des lois sur le travail dans les plantations industrielles, lesquelles vont jusqu'à des cas de travail forcé, voire d'esclavage.

Menace sur le secteur oléagineux suisse

Aujourd'hui déjà, les importations de Malaisie couvrent plus de la moitié des importations d'huile de palme en Suisse. Ceci notamment suite au quadruplement des importations ces cinq dernières années. La suppression des droits de douane prévue dans le cadre d'un accord de libre-échange pour une huile de palme produite dans de telles conditions mettra à nouveau la culture de colza suisse sous pression. Cela menacera l'entrée réussie de cette huile locale dans de nouveaux segments de marché; un succès provenant de nouvelles variétés encouragées par la Confédération. Par ailleurs, le colza est une culture importante dans la rotation.

Danger pour la santé des consommateurs

Une augmentation des importations d'huile de palme en raison de préférences tarifaires liées à un accord de libre-échange est également malvenue pour les consommateurs suisses. De par sa forte teneur en acides gras saturés, l'huile de palme est associée à une augmentation des risques de maladies cardio-vasculaires, contrairement à l'huile de colza qui contient un taux élevé en acides gras insaturés et est ainsi la source locale la plus importante d'omega-3.

La coalition formée d'organisations de développement, de droits humains, de consommateurs, de protection de l'environnement et de l'agriculture sont d'avis que les conditions de production de l'huile de palme en Malaisie ne sont pas acceptables. Des baisses de tarifs douaniers pourraient uniquement être accordées si un chapitre conséquent sur la durabilité de cette production était négocié, si la Malaisie se conformait aux standards internationaux sur les droits

AGENDA

Dimanche 17 avril, 10h-16h

Journée des luttes paysannes, brunch, banquet convivial avec toutes celles et ceux qui ont récolté pendant 18 mois, porté l'initiative, fait des conférences, soutenu moralement. La fête aura lieu sur la ferme de Dominique Fragnière à Fuyens (FR), Rte de Massonnens 14D, 1690 Villaz-St-Pierre (proche de Romont)

Détails sur le site!

INSCRIPTION NECESSAIRE jusqu'au 8 avril:

www.souverainete-alimentaire.ch/

ou au 021 601 74 67

www.uniterre.ch/agenda

www.souverainete-alimentaire.ch/agenda

Convocation AG Uniterre

L'Assemblée générale d'Uniterre est fixée au 22 avril 2016

de 10h-13h, Yverdon, Café Le Tempo, quai de la Thièle 3 à 5 minutes du P+R de la gare

1. PV de l'AG du 27 mars 2015
 2. Rapport de la Présidence
 3. Rapport du Secrétariat
 4. Rapport de la commission de gestion
 5. Comptes 2015, Rapport des vérificateurs
 6. Budget 2016
 7. Adoption des rapports, des comptes et du budget
 8. Perspectives 2016-2017, rapport de groupes de travail et discussion
 9. Divers
- APERRO

CONTACTS SECTIONS

Neuchâtel	026 655 16 27
Philippe Reichenbach	Vaud
079 640 89 63	André Muller
Genève	021 652 75 50
Rudi Berli	Jura
078 707 78 83	021 601 74 67
Fribourg	Chablais
Stéphane Mauron	Pierre Moreillon
	024 499 21 17

humains et si les normes fondamentales sur le travail étaient ratifiées tel que cela a été demandé par le Parlement suisse.

Uniterre, Fonds Bruno Manser (BMF), Pain pour le Prochain, Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien (ASK), Fédération romande des consommateurs (FRC), Fédération suisse des producteurs de céréales (FSCP), Union suisse des paysans (USP)